



# **Introduction au agriculture urbaine et ville néolibérale : perspectives critiques venues d'Europe**

**Ségolène Darly**

Département de Géographie, Université Paris 8, Vincennes-Saint-Denis  
segolene.darly@univ-paris8.fr

**Nathan McClintock**

Toulan School of Urban Studies & Planning, Portland State University  
n.mcclintock@pdx.edu

---

## **Keywords**

Urban agriculture, food systems, neoliberalism, urbanization

---

Depuis le début des années 2000', l'agriculture urbaine (AU) gagne en visibilité et en popularité dans les pays du Nord, notamment à travers la diffusion d'articles de presse, de rapports d'experts ou de publications académiques. Dans la plupart de ces écrits, les auteurs célèbrent le retour de la production alimentaire en ville et soulignent les potentialités de l'AU en termes de contribution au verdissement et à la durabilité urbaine, à la sécurité alimentaire et au développement d'entreprises innovantes (Gorgolewski et al., 2011; Lohrberg et al., 2016; Viljoen, 2005). Parallèlement, les chercheurs issus de la géographie critique, et d'autres du domaine des études sur l'alimentation, plus particulièrement en Amérique du Nord, invitent à dépasser ce discours élogieux, en rappelant

notamment à quel point l'AU est incorporée dans les processus du capitalisme contemporain générateurs de développement inégal (McClintock, 2014; Wekerle and Classens, 2015), mais aussi son rôle éventuel dans le renforcement des structures sociales du racisme, des rapports de colonisation et d'autres formes d'oppression (Guthman, 2009; Lyson, 2014; Ramírez, 2015; Reynolds, 2015; Safransky, 2014), et enfin le fait qu'elle participe au déploiement d'une modalité de gouvernance néolibérale venant compenser la suppression des mesures de protection sociale Keynesiennes (Allen and Guthman, 2006; Pudup, 2008). Paradoxalement, c'est aussi dans cette perspective critique que d'autres chercheurs conçoivent le potentiel de l'AU à défier de façon radicale ces mêmes processus de néolibéralisation (Eizenberg, 2012; Sbicca, 2014).

Alors que l'AU est tout aussi profondément enracinée dans les villes européennes que nord-américaines, l'alignement de la recherche sur l'AU avec les cadres d'analyse de la géographie critique a longtemps fait l'objet d'un enthousiasme beaucoup plus modéré de la part de la communauté des chercheurs européens. Plusieurs publications récentes témoignent cependant d'une évolution en plaidant pour le renforcement la place de ces approches au sein de la recherche européenne sur l'AU (Adams et al., 2015; Certomà, 2015; Hochedez and Le Gall, 2016; Tornaghi, 2014) dans un contexte où les inégalités de développement et la profonde remise en cause des budgets de l'aide publique des social-démocraties européennes par les différentes processus de néolibéralisation de l'économie – des mesures très concrètes des politiques d'austérité aux formes plus subtiles de gouvernementalité – font par ailleurs l'objet d'un foisonnement de recherches en géographie critique à travers toute l'Europe (Agnantopoulos & Lambiri, 2015; Fraser et al., 2013; Peck et al., 2013; Rosol, 2012; Tonkiss, 2013). C'est en effet dans le sillage de ces approches que les chercheurs spécialistes de l'AU ont commencé à considérer les questions de justice sociale et d'économie politique de façon plus explicite que par le passé (Atkinson, 2013; Cabannes and Raposo, 2013; Domene and Saurí, 2007; Ernwein, 2014; Mudu and Marini, 2016; Rosol and Schweizer, 2012).

Les cinq papiers rassemblés dans ce dossier thématique illustrent et viennent soutenir ce courant des approches critiques sur l'AU développées en Europe. L'appel à article initial visait plus particulièrement des contributions qui permettraient aux scientifiques et aux acteurs sur le terrain d'arriver à *donner un sens aux contradictions de l'AU* (McClintock, 2014), en démontrant comment l'AU se situe à l'articulation entre les processus de néolibéralisation des villes européennes *et* les efforts de résistances à ces mêmes processus. Alors que nous souhaitons mettre en lumière des travaux mobilisant certains des cadres théoriques piliers de la recherche nord-américaine sur l'AU, notre objectif était aussi de donner la possibilité aux chercheurs nord-américains de mieux connaître les axes de recherches plus spécifiquement développés en Europe. En ce sens, ce projet répond ainsi aux appels à la *provincialisation* (« provincialization ») des études sur les processus de néolibéralisation (Brenner et al., 2010; MacLeavy, 2014), avec

l'ambition de révéler de nouveaux cadres d'analyse critique de la dialectique radicale / néolibérale mis en œuvre dans une diversité de contextes nationaux en Europe. Montrer la diversité des approches critiques est en effet nécessaire aujourd'hui pour atteindre un double objectif : à la fois « dé-fétichiser » l'AU et envisager de nouvelles formes d'action où l'AU devient un levier d'émancipation.

Les travaux inclus dans ce dossier sont ainsi à la fois critiques et confiants : prenant acte des multiples, et parfois ambivalentes, motivations et issues de l'AU, ils tiennent à nuancer le regard critique porté sur l'AU tout en témoignant d'un optimisme prudent sur la capacité de l'AU à créer des espaces de transformation politique dans la ville. Les deux premiers papiers mobilisent le concept foucauldien de la gouvernementalité (néolibérale) pour décrire des initiatives d'AU en Autriche et en Suisse. Sarah Kunnig révèle comment l'agriculture professionnelle est graduellement exclue des périphéries d'une Vienne en pleine expansion, pour être remplacée par des formes plus « vertes » d'espaces cultivés entretenus par le volontariat (que l'on peut associer à du subventionnement grâce au travail gratuit). Publiée à l'origine en allemand dans un ouvrage sur les espaces verts (Kunnig, 2017), cette version traduite et révisée apporte au dossier une étude de cas complémentaire en illustrant comment les processus de gentrification se déploient à travers la planification de l'espace, les processus de participation publique mais aussi le développement du volontariat.

Dans l'article suivant, Marion Ernwein nous alerte sur les risques liés à l'adoption d'un cadre d'analyse trop binaire – progressif versus néolibéral- des initiatives institutionnelles d'AU. A partir de l'étude de cas des projets municipaux de jardins à Vernier, une commune de la banlieue de Genève, elle met en lumière le remplacement graduel des traditionnels jardins par lots individuels et gestion autonome (appelés « jardins familiaux ») par des jardins communautaires plus petits mais aussi plus institutionnalisés et règlementés. Ces jardins et leur mode de gestion sont entièrement encadrés par le personnel municipal, pour qui les nouveaux jardins communautaires servent à la fois de leviers pour maintenir des espaces verts à moindres frais (grâce au travail gratuit des volontaires) mais aussi pour contester la domination de l'industrie horticole dans la conception de ces espaces verts. Les chercheurs, conclut-elle, devraient « *remettre en question la façon dont ils perpétuent la dichotomie entre les organisations civiles et les institutions de service public, et rendre plutôt compte avec précision des processus singuliers de la néolibéralisation en marche* » (Ernwein, cet numéro, traduction des auteurs).

Les deux articles suivants nous emmènent en Espagne et en Irlande sur les traces des initiatives d'AU qui se développent dans le sillage dévastateur de la crise financière globale et de l'explosion de la bulle immobilière. Une équipe internationale de chercheuses, Ana Espinosa Seguí, Barbara Maćkiewicz, and Marit Rosol montre la mutation des fonctions et de la géographie des jardins en Espagne depuis la crise de 2008. Au cours du « tsunami » de constructions des deux dernières décennies qui a profondément transformé la province d'Alicante et

d'autres zones touristiques, les jardins étaient conçus pour l'usage de retraités, étrangers pour la plupart, qui ont introduit certaines pratiques de jardinages importées avec eux d'Europe du nord. Suite à la crise, les initiatives d'AU ont été réorientées et adaptées aux enjeux de lutte contre la pauvreté et à « *l'inclusion sociale des individus les plus touchés* » par la crise économique.

Comme à Alicante, la nouvelle géographie des jardins à Dublin peut être reliée aux effets de la crise et de la volatilité des marchés fonciers. Mary Corcoran, Patricia Kettle et Cian O'Callaghan examinent les relations entre les espaces vacants laissés par l'éclatement de la bulle immobilière et la multiplication des jardins. Non seulement les espaces vacants post-crise ont créé les conditions matérielles pour l'AU, mais le jardinage lui-même remet en cause les subjectivités néolibérales de responsabilité personnelle et d'auto-accusation que de nombreux Irlandais ont endossé pendant et après la crise. Les jardins ont ainsi servi d'espace social et matériel pour « *re-calibrer les valeurs et les modes de vie de la période post-crash* » (Corcoran et al., cet numéro, traduction des éditeurs).

A Paris, comme à Dublin ou Alicante, la mutation des formes et modalités de l'AU peut être reliée au rythme temporel de l'urbanisation néolibérale. Kaduna-Ève Demailly et Ségolène Darly décrivent la substitution des jardins familiaux traditionnels – qui peinent à conserver des sites permanents dans le centre densément peuplé de Paris- par de nouvelles formes temporaires d'AU sur les friches urbaines. Alors que les formes nomades de jardins sont particulièrement adaptées aux logiques spatiales et temporelles de la régénération urbaine capitaliste, les auteurs soutiennent qu'ils permettent aussi à certains réseaux de jardiniers militants de survivre au calendrier des phases de construction imposé par les projets d'aménagement publics et privés.

Les cinq contributions de ce dossier thématique assument et dépassent les contradictions de l'AU en démontrant comment elle s'articule à la fois aux processus de néolibéralisation des villes européennes et aux efforts de résistance qui tendent à s'y développer à différentes échelles (McClintock, 2014). Elle fournissent non seulement des preuves empiriques de cette tension, mais elle éclairent aussi la façon dont elle évolue dans le temps, de la mutation des fonctions des jardins à Alicante à la recomposition des réseaux d'acteurs liés à la dynamique des jardins temporaires à Paris en passant par l'émergence de nouvelles subjectivités à Dublin. En insistant sur les limites, souvent floues, entre la recherche de profit et la contribution au bien-être et au renforcement des liens sociaux, ces articles ajoutent de la couleur dans un débat bien souvent très noir et blanc. Ils nous poussent par ailleurs à sortir des perspectives binaires public-privé qui se transforment en analyses naïves du « bien contre le mal » trop communément adoptées dans la littérature sur l'AU.

Ces articles remettent aussi en question un postulat fréquemment développé selon lequel les cycles de développement de l'AU seraient liés aux phases de crise économique (l'autoproduction alimentaire croît lorsque que les capitaux refluent

puis se fait plus discrète en période de prospérité). Alors que la crise de 2008 a assurément dessiné les contours de l'AU à Dublin et Alicante selon cette logique, le cas de Vienne est plutôt à mettre en parallèle avec un autre modèle paradigmatique, de Ville Verte comme Vancouver (Quastel, 2009; Walker, 2016) et Portland (McClintock, forthcoming), où les jardins – plus que l'agriculture à grande échelle – sont indissociables de nouvelles modalités « durables » de développement urbain. Dans le cas de Paris, la dynamique de l'AU reste liée aux schémas traditionnels d'investissement et de désengagement alors que l'accélération du rythme des projets de développement explique la multiplication des jardins temporaires et/ou nomades, qui remplacent dans la capitale les formes matérielles plus conventionnelles de jardins. Ces jardins temporaires accompagnent dans une certaine mesure la régénération urbaine – en fonctionnant comme des têtes de pont des forces créatives associées aux phases initiales de la gentrification – mais peuvent aussi, comme cela a été mentionné plus haut, servir de point de chute et de rencontre pour des réseaux porteurs de revendications sillonnant ainsi la ville à plus grande échelle.

Enfin, en *provincialisant* les géographies critiques de l'AU, ces travaux illustrent comment les contextes géohistoriques spécifiques ont façonné les paysages de la production alimentaire, des conséquences de l'afflux de retraités nord-européens dans les villes du littoral méditerranéen en Espagne aux dynamiques des jardins ouvriers étroitement associées aux régimes autoritaires alors en place comme à une certaine période en France (Demailly and Darly, this issue). Dans un sens plus littéral, *provincialiser* les connaissances sur l'AU signifie aussi d'élargir le champ géographique de la recherche critique pour y inclure des villes plus petites, secondaires, comme Vernier ou les petites villes de la province d'Alicante. En portant plus d'attention à ces municipalités périphériques mais politiquement indépendantes des grandes agglomérations – qu'elles en soient géographiquement isolées ou non – il est possible de révéler des politiques localisées de l'AU afin de les comparer ensuite aux résultats issus des cas d'étude de la production alimentaire menés dans les principales aires métropolitaines.

Les géographes critiques ont remis en cause le recours systématique au cadre d'analyse du néolibéralisme par les chercheurs (Brenner et al., 2010; Parnell and Robinson, 2012; Peck, 2013); on peut d'ailleurs retrouver dans les pages de cette revue certains des appels les plus insistant à dépasser l'omniprésence du néolibéralisme comme entrée d'analyse (Springer, 2016). En tant qu'éditeurs d'un numéro thématique sur « l'AU dans la ville néolibérale », nous devons endosser la responsabilité d'avoir privilégié – et donc perpétué – la mobilisation du registre spécifique de l'économie politique marxiste. Les articles reprennent ici avec audace certains des thèmes identifiés dans l'appel, notamment la question de l'émergence de l'AU sous l'aire de l'austérité néolibérale ou encore celle de l'AU comme technologie de la gouvernementalité néolibérale. Mais notre appel concernait aussi des recherches basées sur « une large gamme de perspectives théoriques radicales et/ou critiques, incluant – sans s'y restreindre – les perspectives marxistes,

féministes, anarchistes, queer et/ou post-coloniales. » Nous espérons ainsi que des travaux futurs seront échafaudés à partir des cinq cas présentés pour envisager comment d'autres cadres d'analyse critique peuvent approfondir notre compréhension de l'AU à travers une plus grande attention à la façon dont la néolibéralisation fonctionne à travers les différences.

Etant donné que l'accumulation capitaliste a toujours fonctionné en s'appuyant sur des différences construites comme la racisation des individus (Robinson, 2000) et que la *race* (terme désignant un construit social) est un thème dominant dans beaucoup des recherches critiques nord-américaines sur l'AU, l'absence de ce terme dans les travaux de ce dossier, mais plus globalement dans les travaux européens, est particulièrement frappant. Alors que certains contextes géographiques et historiques peuvent rendre la problématique des inégalités raciales ou ethniques plus ou moins pertinentes pour la recherche européenne sur l'AU, on peut légitimement se demander si un universalisme libérale aveugle à la couleur, bien établi au sein du monde universitaire européen, ne limite pas aussi l'attention que portent les recherches critiques à ces types d'inégalités dans leur analyse de l'AU. A cet effet, nous restons dans l'attente des prochains travaux sur l'AU qui privilégieraient la perspective d'acteurs marginalisés en Europe et se confronteraient aux problèmes les plus urgents rencontrés en Europe actuellement. Comment l'AU peut participer à l'inclusion et/ou l'intégration sociale des migrants et réfugiés ? Comment peut-elle contrer ou renforcer la ré-émergence des mouvements populistes/nationalistes d'extrême-droite ? Quel est le rôle de l'AU en tant que technologie contemporaine ou historique du pouvoir colonial et/ou d'expansion territoriale de l'Europe ? Etant donnée la forte proportion d'immigrés et réfugiés engagés dans le jardinage, il est essentiel de penser comment l'AU s'articule avec les relations sociales, culturelles et d'économie politique établies à travers les géographies (post-)coloniales des villes européennes. Enfin, nous espérons que de futures recherches exploreront plus profondément comment observer l'AU « au-delà du néolibéralisme ». Comme toujours, le travail reste à faire ! Mais en insistant sur la capacité de l'AU à façonner des subjectivités anti-capitalistes, promouvoir l'entre-aide, ou influencer les priorités des municipalités – et leur aide matérielle- vers des politiques sociales plus justes et équitables, les cas d'étude de ce numéro désignent de nouvelles orientations potentielles pour la recherche et l'action.

## Remerciements

Les deux auteurs, listés par ordre alphabétique, ont contribué équitablement à l'écriture de cette introduction et à l'édition de ce dossier thématique. Trois des cinq articles ont initialement été présentés en 2014 lors de la Conférence Régionale de l'Union Internationale de Géographie de Cracovie, en Pologne, lors d'une session intitulée « Agriculture urbaine dans la ville néolibérale », organisée par Sandrine Baudry (Université de Strasbourg), Ségolène Darly (Université Paris 8 – Ladyss) et Johan Milian (Université Paris 8 – Ladyss). Les auteurs souhaitent

particulièrement remercier Sandrine pour son aide à la rédaction du texte initial de l'appel à articles de ce dossier thématique. Nous tenons aussi à remercier les contributeurs pour leur coopération suite à nos commentaires et suggestions, ainsi que Simon Springer, Robyn Bunn et l'ensemble de l'équipe de rédaction d'ACME pour leur aide précieuse au montage de ce dossier thématique.

## Références

- Adams, D., M. Hardman, and P. Larkham. 2015. Exploring guerrilla gardening: gauging public views on the grassroots activity. *Local Environment*, 20(10), 1231–1246.
- Agnantopoulos, A., and D. Lambiri. 2015. Variegated capitalism, the Greek crisis and SYRIZA's counter-neoliberalisation challenge. *Geoforum*, 63, 5–8.
- Atkinson, A. 2013. Readjusting to reality. *City*, 17(1), 85–96.
- Brenner, N., J. Peck, and N. Theodore. 2010. Variegated neoliberalism: geographies, modalities, pathways. *Global Networks*, 10(2), 182–222.
- Cabannes, Y., and I. Raposo. 2013. Peri-urban agriculture, social inclusion of migrant population and Right to the City. *City*, 17(2), 235–250.
- Certomà, C. 2015. Expanding the “dark side of planning”: Governmentality and biopolitics in urban garden planning. *Planning Theory*, 14(1), 23–43.
- Domene, E., and D. Saurí. 2007. Urbanization and class-produced natures: Vegetable gardens in the Barcelona Metropolitan Region. *Geoforum*, 38(2), 287–298.
- Eizenberg, E. 2012. Actually Existing Commons: Three Moments of Space of Community Gardens in New York City. *Antipode*, 44(3), 764–782.
- Ernwein, M. 2014. Framing urban gardening and agriculture: On space, scale and the public. *Geoforum*, 56, 77–86.
- Fraser, A., E. Murphy, and S. Kelly. 2013. Deepening neoliberalism via austerity and “reform”: The case of Ireland. *Human Geography*, 6, 38–53.
- Gorgolewski, M., J. Komisar, and J. Nasr. 2011. *Carrot City: Creating Places for Urban Agriculture*. New York: The Monacelli Press.
- Hochedez, C., and J. Le Gall. 2016. Justice alimentaire et agriculture. *Justice Spatiale / Spatial Justice*, 9(1), 1–31.
- Kumnig, S. 2017. Zwischen grüner Imageproduktion, partizipativer Politik und Wachstumszwang: urbane Landwirtschaft und Gärten im Kontext neoliberaler Stadtentwicklung in Wien. In S. Kumnig, M. Rosol, and A. Exner (eds.), *Umkämpftes Grün Zwischen neoliberaler Stadtentwicklung und Stadtgestaltung von unten*. Bielefeld: transcript, pp. 139–160.

- Lohrberg, F., L. Lička, L. Scazzosi, and A. Timpe (eds.). 2016. *Urban Agriculture Europe*. Berlin: jovis.
- McClintock, N. (forthcoming). Cultivating (a) sustainability capital: Urban agriculture, eco-gentrification, and the uneven valorization of social reproduction. *Annals of the American Association of Geographers*.
- McClintock, N. 2014. Radical, reformist, and garden-variety neoliberal: coming to terms with urban agriculture's contradictions. *Local Environment*, 19(2), 147–171.
- Mudu, P., and A. Marini. 2016. Radical urban horticulture for food autonomy: Beyond the community gardens experience. *Antipode*, doi:10.1111/anti.12284.
- Parnell, S., and J. Robinson. 2012. (Re)theorizing cities from the Global South: Looking beyond neoliberalism. *Urban Geography*, 33(4), 593–617.
- Peck, J. (2013). Explaining (with) neoliberalism. *Territory, Politics, Governance*, 1(2), 132–157.
- Peck, J., N. Theodore, and N. Brenner. 2013. Neoliberal urbanism redux? *International Journal of Urban and Regional Research*, 37(3), 1091–1099.
- Quastel, N. 2009. Political ecologies of gentrification. *Urban Geography*, 30(7), 694–725.
- Robinson, C. J. 2000. *Black Marxism: The Making of the Black Radical Tradition*. 2<sup>nd</sup> ed. Chapel Hill: The University of North Carolina Press.
- Rosol, M. 2012. Community volunteering as neoliberal strategy? Green space production in Berlin. *Antipode*, 44(1), 239–257.
- Rosol, M., and P. Schweizer. 2012. Ortoloco Zurich: Urban agriculture as an economy of solidarity. *City*, 16(6), 713–724.
- Sbicca, J. 2014. The Need to Feed: Urban metabolic struggles of actually existing radical projects. *Critical Sociology*, 40(6), 817–834.
- Springer, S. 2016. Fuck neoliberalism. *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 15(2), 285–292.
- Tonkiss, F. 2013. Austerity urbanism and the makeshift city. *City*, 17(3), 312–324.
- Tornaghi, C. 2014. Critical geography of urban agriculture. *Progress in Human Geography*, 38(4), 551–567.
- Viljoen, A. 2005. *Continuous Productive Urban Landscapes: Designing Urban Agriculture for Sustainable Cities*. Oxford: Elsevier.
- Walker, S. 2016. Urban agriculture and the sustainability fix in Vancouver and Detroit. *Urban Geography*, 37(2), 163–182.